

## L'UNIVERSITÉ ET LA FRANCOPHONIE

JACQUES DUFRESNE

Directeur de la revue *L'Agora*

On m'a demandé de réfléchir avec vous sur l'université, sur la francophonie et sur l'université dans la francophonie. Entre les quelques réflexions que je vais d'abord vous proposer, le lien ne sera pas manifeste au début; il le deviendra au fur à mesure que je progresserai dans ma démarche, laquelle prendra la forme d'une spirale descendante dont le point central sera l'université dans la francophonie.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce sont les institutions américaines qui, en ce moment, servent de modèles dans le monde. Faut-il s'en réjouir? Avant de formuler le diagnostic qui me permettra de répondre à cette question, je voudrais rappeler les réflexions de Tocqueville sur la compatibilité entre la démocratie et l'idéal de connaissance désintéressée, qui informait encore l'université européenne du XIX<sup>e</sup> siècle.

On rencontre chez une foule d'hommes un goût égoïste, mercantile et industriel pour les découvertes de l'esprit qu'il ne faut pas confondre avec la passion désintéressée qui s'allume dans le cœur d'un petit nombre; il y a un désir d'utiliser les connaissances et un pur désir de connaître. Je ne doute point qu'il ne naisse, de loin en loin, chez quelques-uns, un amour ardent et inépuisable de la vérité, qui se nourrit de lui-même et jouit incessamment sans pouvoir

jamais se satisfaire. C'est cet amour ardent, orgueilleux et désintéressé du vrai, qui conduit les hommes jusqu'aux sources abstraites de la vérité pour y puiser les idées mères.

Quand je le vois — ces remarques s'appliquent à Pascal et par extension à bien d'autres savants illustres — arracher, en quelque façon, son âme du milieu des soins de la vie, afin de l'attacher tout entière à cette recherche, et, brisant prématurément les liens qui la retiennent au corps, mourir de vieillesse avant quarante ans, je m'arrête interdit, et je comprends que ce n'est point une cause ordinaire qui peut produire de si extraordinaires effets.

L'avenir nous dira si ces passions, si rares et si fécondes, naissent et croissent aussi facilement au cœur des sociétés démocratiques qu'au sein des aristocraties. Je dois avouer que j'ai peine à le croire.

Au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, le héros de la science, le passionné d'une recherche à la fois désintéressée et universelle est encore la règle. Quand John Henry Newman assigne sa mission à l'université, il ne fait que décrire l'institution correspondant à cet idéal. « Une université, écrit-il, ne doit pas s'occuper seulement de science, ni seulement de lettres, ni seulement de théologie, ni seulement de connaissances abstraites, ou expérimentales, morales ou pratiques, métaphysiques ou historiques, mais de tout savoir. Elle est en effet le siège réservé à cette vaste philosophie qui embrasse toutes vérités, les situe en leur lieu propre et enseigne la méthode à suivre pour atteindre chacune<sup>1</sup>. »

Suivons les traces d'un représentant des universitaires de cette époque, George Boole, ce mathématicien anglais à qui nous devons la syntaxe des ordinateurs. Boole savait le grec ancien au point de pouvoir traduire des poèmes difficiles de Méléagre. Son auteur préféré était Dante. Il avait beaucoup d'affinités avec les poètes métaphysiciens anglais, comme Woodsworth et Keats. Il écrivit lui-même de nombreux poèmes apparentés à ceux de Keats. Et malgré cette immense culture, il ne fut nommé professeur que vers l'âge de 40 ans, dans une université de second ordre, et après avoir publié son chef-

d'œuvre : *The Laws of Thought*. Le professeur typique de l'époque n'était pas loin du niveau de Boole, du moins pour ce qui est de la culture générale.

Ce qu'on peut reprocher à Boole — d'avoir manqué de compassion pour les victimes de la famine qui frappa l'Irlande au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, alors qu'il vivait dans ce pays à proximité des lieux de son malheur —, on ne peut pas le reprocher à l'ensemble de la communauté scientifique et universitaire de la même époque. La compassion, le sens de l'humanité font aussi partie de l'idéal universitaire, comme en font foi les carrières de Rudolf Virchow et de Max von Pettenkofer en Allemagne ou de Pasteur en France.

L'idéal de J.H. Newman était encore très vivant au Québec en 1946, comme en font foi ces lignes de l'un de nos universitaires les plus distingués d'alors, Édouard Montpetit, économiste de l'Université de Montréal.

Nous avons confondu, écrit-il, la science et la documentation, la logique et le phénomène, la connaissance et la donnée. Certes la science a de merveilleux élans; mais, comme la Renaissance pouvait reprocher au Moyen Âge d'être riche en principes et pauvre en faits, nous devons nous demander si nous ne sommes pas riches en faits et pauvres en principes. Notre malaise vient de ce que nous cherchons le salut dans la documentation plutôt que dans le recours aux procédés de la raison. [...] Le laboratoire n'éclaire pas les destinées humaines, s'il enregistre les phénomènes et les manifestations que lui livre la réalité. La civilisation dépasse les procédés et les recettes<sup>2</sup>.

Où en sont les universités américaines qui aujourd'hui servent de modèles au monde et à l'Europe? J'ai retrouvé une réponse à cette question dans ma bibliothèque, sous la forme de deux lourds numéros de la revue *Daedalus*, organe de l'Académie américaine des arts et des sciences. Ces numéros, parus en 1974, auxquels ont collaboré une centaine d'éminents universitaires, s'inscrivaient dans la longue suite

des réactions à la crise de la fin de la décennie. On y chercherait en vain un consensus, si modeste soit-il, qu'on aurait pu considérer comme un remède à la crise.

Dans le premier article, Felix Gilbert, de l'Université de Princeton, raconte les circonstances dans lesquelles, stationné en Allemagne en 1945, il a été chargé par les autorités américaines de la question de la réouverture et de la réforme des universités allemandes. À Heidelberg, il a rencontré Karl Jaspers, lequel lui a demandé si dans la nouvelle charte de l'université locale il pouvait écrire cette phrase : le but de cette institution est de former une aristocratie intellectuelle. La réponse de Gilbert, lui-même d'origine allemande, fut un non catégorique.

Dans le même numéro, de nombreux auteurs, dont Allan Bloom, s'inquiètent au contraire de ce que l'histoire des universités américaines ait justifié les craintes de Tocqueville. Allan Bloom est surtout préoccupé par le déclin des études libérales. Il pense que ce déclin est causé par le refus des modèles européens. « Peu de choses ici pouvaient inspirer les meilleurs esprits, remarque-t-il. De plus, les grands classiques européens ne nous sont d'aucun secours pour régler les problèmes, tel le féminisme, qui sont à l'ordre du jour. On peut rejeter toute la tradition sous le seul prétexte qu'elle est dans son ensemble un produit du *male chauvinism*. »

Partant d'un texte où Tocqueville se demande si Pascal aurait pu être Pascal dans la société américaine, Allan Bloom se demande de son côté si le sens de la gratuité nécessaire aux études libérales peut vraiment exister en dehors de la société aristocratique, qui dispense certains de ses membres de se préoccuper de leur gloire et de leur fortune. Il est vrai, conclut-il, que la paix est revenue dans les campus, que les étudiants étudient, mais il ne s'agit pas d'études libérales.

Les étudiants s'ennuient. Ils s'ennuient parce qu'ils ont déjà joué au secondaire de cette liberté qu'ils espéraient autrefois trouver au collège; ils s'ennuient parce qu'ils ont été imprégnés de l'idéologie qui présente l'université comme l'instrument de l'*establishment* et

le passeport pour le succès. Ils s'ennuient parce que le vieux snobisme, idiot mais stimulant, a disparu; ils s'ennuient parce qu'ils préparent une carrière qu'ils savent nécessaire mais qu'ils méprisent. Mais avant tout ils s'ennuient parce que l'université ne leur offre aucune inspiration, aucune raison supérieure de vivre, parce qu'elle ne leur ouvre aucune perspective à la fois vaste et nouvelle.

Loin de donner raison à Bloom, les sociologues David Riesman et Gerald Grant estiment que les causes immédiates de la révolte étudiante furent plutôt d'ordre démographique. Les effectifs de l'enseignement supérieur américain, diplômés mis à part, étaient en 1945 de 500 000, en 1960 de 3 500 000 et en 1970 de 7 400 000, progression qui s'explique en partie par le *babyboom* de l'après-guerre.

La compétition entre étudiants, devenue plus dure en raison du seul facteur numérique, a été aggravée par divers autres facteurs dont le lancement du spoutnik et le fait que plusieurs institutions ont profité de l'occasion pour élargir leur bassin de recrutement. Pour toutes ces raisons, il était plus difficile d'avoir la note A en 1965 que dix ans plus tôt.

Si tout a éclaté, concluent Riesman et Grant, ce n'est pas parce que l'enseignement était mauvais, mais au contraire parce qu'il était trop fort. La situation commença à se renverser à la fin des années 60. En 1970, 16 % des étudiants obtenaient la mention *honors*, 19 % en 1971, 23,5 % en 1972, 27 % en 1973. Taux annuel d'inflation : 20 % environ.

Je compléterai ce diagnostic par un autre plus récent et plus personnel, mais non moins significatif. Depuis des années, Ivan Illich donne des séminaires et rassemble des amis, dans le cadre du programme Science et société de l'Université d'État de Pennsylvanie, cette institution célèbre pour son stade de 80 000 places, et l'entraîneur de son équipe de football, Joe Paterno, infiniment plus connu sur le campus que Ivan Illich ou tel prix Nobel.

Dans ce lieu exemplaire, j'ai eu moi-même l'occasion de discuter de l'idée d'université avec Illich et quelques-uns de ses amis américains, européens et asiatiques. Illich est persuadé que dans l'université actuelle il n'y a plus de place pour la grande culture livresque, telle qu'on la vivait et la concevait encore dans l'université évoquée par Newman ou Tocqueville. Cette culture livresque, estime Illich, ne peut survivre que dans des maisons de lecture, sorte de maisons de retraite, de gîtes du passant cultivé, intermédiaires entre l'auberge et le monastère. Sur ce point Illich rejoint George Steiner, lequel a écrit, dans *Passions impures*<sup>3</sup>, des pages décisives sur les conditions concrètes aussi bien que spirituelles de la lecture. Selon lui, ces conditions ne sont plus réunies dans les universités.

Illich, comme Jacques Ellul qui est son maître en cette matière, a pris acte du fait qu'une certaine culture de l'image est incompatible avec la lecture. Dans son hommage à Jacques Ellul paru dans *L'Agora*, il écrit :

S'arracher l'œil quand l'œil est scandalisé est un mandat évangélique. C'était un acte qui inspirait toujours l'horreur. Mais il était compréhensible dans un régime du regard sous lequel les yeux émettaient un cône visuel qui, comme un organe lumineux, saisit et embrasse la réalité. Mais de tels yeux animés n'existent plus aujourd'hui que métaphoriquement. Nous ne « voyons » plus en embrassant la réalité au moyen d'un cône de rayons émis par notre pupille. Le régime du regard selon lequel nous percevons aujourd'hui nous fait accomplir l'acte de voir comme une forme d'enregistrement, par analogie avec les cassettes vidéo. Ces yeux qui n'embrassent plus la réalité ne valent guère d'être arrachés. Ces yeux iconophages ne servent : ni à fonder l'espérance sur la lecture biblique, ni à apercevoir l'horreur du voile technologique qui me sépare du réel; ni, enfin, à jouir du seul miroir dans lequel je saurais me retrouver, qui est la pupille de l'autre<sup>4</sup>.

Nous pouvons établir ici un premier lien entre l'université et la francophonie : la perte de la mémoire, consécutive au déclin de la culture livresque, ne peut que nuire à des langues comme le français, l'allemand ou l'italien, de moins en moins nécessaires, compte tenu de l'omniprésence de l'anglais dans ce domaine, en tant que langue commode pour la transmission de l'information contemporaine.

Nous avons toutefois à poursuivre nos réflexions sur l'université pour pouvoir aborder avec le maximum de profit le thème de l'université dans la francophonie. Nous pouvons tenir pour acquis que les craintes de Tocqueville étaient fondées et que l'université dont Newman a dessiné le modèle est non seulement une chose disparue, mais une chose oubliée.

Où va donc cette université américaine qui entraîne les autres universités du monde dans son sillage? Il y a une vingtaine d'années, Peter Drucker, le grand spécialiste américain du *management*, prédisait un avenir sombre aux universités de son pays au terme d'un raisonnement insolite. Il a comparé les universités de la seconde moitié du présent siècle aux chemins de fer du début du siècle. Le monopole des universités sur le haut savoir au cours de la décennie 1970, expliquait-il, est semblable au monopole des chemins de fer dans le domaine du transport terrestre au début du siècle. Dans les deux cas, des syndicats puissants, ou ce qui revient au même, des associations d'employés puissantes, renforçaient le monopole et par suite élevaient la note à payer par le reste de la société. Dans le cas des universités, Drucker mettait surtout en cause la permanence des professeurs d'université. (Soit dit en passant ce thème revient fréquemment dans les numéros de *Daedalus* évoqués précédemment.)

De même, ajoutait Drucker, que les automobiles et les autoroutes ont brisé le monopole des chemins de fer, de même il faut s'attendre à ce que le monopole des universités sur le haut savoir soit ébranlé. On ne s'attaquera pas de front au système universitaire, mais on l'appauvrira et on l'affaiblira progressivement. Sans aller jusqu'à prédire la colonisation des universités par les compagnies Pepsi et Coca-Cola,

Drucker annonçait que les entreprises assumeraient elles-mêmes une part croissante de la formation supérieure tout en occupant une place de plus en plus importante à l'intérieur des universités. Je crois aussi me souvenir que Drucker prédisait que les autoroutes électroniques allaient contribuer à briser le monopole des universités aussi efficacement que les autoroutes de béton et d'asphalte avaient contribué à briser le monopole des chemins de fer.

Voilà un futurologue qui pourra se flatter d'avoir eu raison. L'université américaine est désormais une mosaïque d'écoles professionnelles et de centres de recherches d'où l'idéal de la connaissance désintéressée est pratiquement absent, sinon interdit. Et il est à craindre que ces écoles et ces centres n'aient bientôt pas plus de liens avec les entreprises et les groupes d'intérêts qui les soutiennent qu'avec les autres constituantes de l'université. Quant au principe d'unité de l'université, ce qui fait qu'elle mérite d'être appelée université plutôt que multiversité, ou bien il a disparu, ou bien il est devenu inopérant. L'université, précisait John Henry Newman, situe les vérités de divers ordres en leur lieu propre et enseigne la méthode à suivre pour atteindre chacune. C'est l'adhésion commune à un même principe d'unité qui permettait de situer les vérités en leur lieu propre. Semblable adhésion n'existe pas, faute de consensus autour d'un principe d'unité digne de ce nom. Ce sont les facultés de philosophie et de théologie qui, au temps de Newman, avaient la garde de ce principe d'unité. La mode funeste des éthiques spécialisées contribue en ce moment à accélérer la décomposition de ces facultés. L'ancien professeur de philosophie ou de théologie trouve refuge dans les écoles professionnelles en tant que professeur de bioéthique ou d'éthique des affaires, après avoir perdu en cours de route la plus grande partie de la liberté et du désintéressement qui résultait de son appartenance à une faculté à la fois théorique et souveraine.

Vous aurez deviné que même si j'admire George Boole, je n'ai aucune inclination vers le positivisme, logique ou illogique, qui, dans les universités américaines, a si efficacement contribué à discréditer la philosophie et la théologie, ce qui ne signifie pas que j'estime

souhaitable, à supposer que la chose fût possible, de rétablir la philosophie et la théologie dans leurs privilèges d'hier. Il nous faut cependant prendre acte du fait que les produits de remplacement de la philosophie et de la théologie n'ont aucune des caractéristiques requises pour devenir le nouveau principe d'unité des universités.

Jamais, écrit George Steiner dans *Réelles présences*<sup>5</sup>, le byzantinisme n'a été poussé plus loin qu'en ce moment. On appelle byzantins ou alexandrins, par référence à la décadence de Byzance et d'Alexandrie, les moments de la culture dominés par les grammairiens et les commentateurs. Rien que dans le domaine de la littérature moderne, les universités soviétiques et occidentales enregistrent trente mille thèses de doctorat chaque année. Dans le seul champ des humanités, une bonne bibliothèque doit donner accès à au moins trois ou quatre mille périodiques. En quoi consistent ces travaux que Steiner qualifie de maréage grisâtre?

Ce sont des commentaires de commentaires : « l'essai s'adresse à l'essai, l'article bavarde avec l'article dans une galerie interminable d'échos plaintifs<sup>6</sup> ». Et les modes se suivent comme autant de dogmes auxquels seuls de rares êtres libres échappent. C'est ainsi qu'en critique littéraire, on est passé du structuralisme au déconstructivisme. La critique d'art a suivi une voie parallèle. Vaine prétention à la science, nous dit Steiner : « les succès fantastiques des sciences naturelles ont hypnotisé les humanistes et les lettrés<sup>7</sup> ». L'obsession scientiste qui en est résultée est la principale cause du byzantinisme actuel et du chaos intellectuel qu'il accentue.

Cette pseudo-science produit un encroûtement et non un progrès, un encroûtement qui peut devenir très nocif pour une société s'il s'accompagne d'un trop grand pouvoir. Steiner a noté que les créateurs, peintres ou poètes, en viennent consciemment ou non à s'ajuster aux critères des mandarins plutôt que de suivre la pente de leur génie. « Les poètes par exemple se mettent à écrire le type de poèmes qui se prêtent aux analyses structurales pratiquées dans les collèges et les universités<sup>8</sup>. »

Le grand mérite de l'université moderne c'est d'avoir réussi dans une large mesure à substituer l'argument rationnel à l'argument d'autorité, suivant ainsi l'exemple de Descartes. Mais c'est peut-être sur ce plan que l'échec est le plus manifeste... et le plus inquiétant. L'autorité d'Aristote est souvent remplacée par celle d'une multitude de collègues que l'on cite à l'appui de ses propres thèses et dont le nombre importe souvent plus que la qualité. Si quinze expériences scientifiques confirment la miènerie, la science a progressé et c'est suivre la raison que de citer ces quinze expériences. Il n'en va pas ainsi dans l'ordre des jugements de valeur qui sont inévitables dans le domaine des lettres et des sciences humaines. Les cinquante collègues que je cite à l'appui de mon jugement sur une œuvre littéraire n'ajoutent rien d'essentiel à ce jugement et ne me dispensent nullement de le justifier par un raisonnement et un style. Force est de reconnaître que, dans une large mesure, la citation dans le contexte byzantin actuel est à la fois une régression vers l'argument d'autorité et une industrie destinée à assurer la promotion des individus et des institutions.

De nombreux universitaires, parmi les plus sérieux, tentent d'échapper à ce piège en s'efforçant d'éviter les jugements de valeur. Outre que cet effort est illusoire, le jugement de valeur revenant toujours au galop, comme le naturel, il place l'universitaire en situation d'irresponsabilité dans une société qui continue d'avoir besoin des jugements de valeur pour survivre.

Il s'ensuit que l'université, omniprésente dans la société par les prouesses techniques des professionnels qu'elle forme, en est tragiquement absente quand vient le moment pour les sociétés de subordonner les prouesses techniques à des finalités dignes de ce nom. Les innovations techniques sortent à profusion des universités et des laboratoires, les intérêts économiques étant les seuls filtres; la pensée y reste enfermée au point qu'on peut se demander si elle y existe encore.

C'est pourquoi il semble y avoir en ce moment plus de sagesse dans la population que parmi les savants des universités et des grandes entreprises. Le seul moyen d'introduire un peu de prudence dans les manipulations génétiques, par exemple, c'est de faire appel à la *vox populi* à l'occasion d'un référendum, comme ceux qui eurent lieu en Suisse et en Autriche l'an dernier. C'est à l'intérieur du monde dangereux pourtant que de laisser faire. C'est à l'intérieur du monde universitaire que les débats fondamentaux de ce genre devraient avoir lieu. La chose est hélas! impossible parce que les rapports de force entre la technique et la pensée — qui devrait en principe la dominer — sont trop inégaux.

La défense des langues et des cultures nationales, lutte dont les Canadiens français ont une longue expérience, deviendra un sujet majeur de débat public dans des lieux de plus en plus variés et nombreux, au fur et à mesure que la mondialisation fera sentir ses effets, notamment à travers des moyens de communication comme les autoroutes de l'information. Les universités, de langue chinoise, française ou espagnole, pourront-elles, voudront-elles jouer un rôle plus important dans ce débat que dans le débat sur les manipulations génétiques, par exemple?

Entre la solidarité au moyen de l'anglais avec leurs collègues du monde entier, et la chance d'être ainsi plus facilement reconnus, et la solidarité avec les populations de leurs pays respectifs, demeurées tribales, quel sera le choix des universitaires? « On peut se demander si mes amis Jean Dausset et Jean-Marie Lehn auraient obtenu le prix Nobel si les résultats les plus brillants de leurs travaux avaient été publiés en français. » C'est le biologiste Jacques Ruffié qui tient ce langage. Faut-il en conclure que seuls leurs résultats les moins brillants devraient être publiés dans la langue de Pascal? Une physicienne de Lyon me racontait récemment qu'il lui arrive de participer à des réunions où l'on parle anglais entre Français. Dans les universités, on décerne des « mastères ».

Serait-il donc illusoire de miser sur les universités et les universitaires pour assurer la défense et l'illustration des langues et des cultures nationales? Faudrait-il seulement regretter qu'il en soit ainsi? N'est-il pas souhaitable que les savants du monde entier aient une langue commune? C'était, pour ce qui est de l'Europe, le latin au Moyen Âge, l'italien aux xv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles et le français au xviii<sup>e</sup> siècle; c'est l'anglais maintenant pour le monde entier. L'internationalisme, que l'on continue d'opposer avec succès aux nationalismes dont on craint les excès, favorise l'anglais. L'internationalisme, comme le cosmopolitisme au temps d'Alexandre et des Romains, sert toujours les intérêts de l'empire du moment.

Mais où s'arrêter dans l'intégration de l'anglais aux cultures nationales? La langue unique qui sert si bien les savants ne pourrait-elle pas pas tout aussi bien servir les intérêts des commerçants et des industriels? Et si c'est l'aspect utilitaire de la question qui doit être déterminant, pourquoi traduire un ouvrage intéressant en une multitude d'autres langues? Ne serait-il pas préférable de traduire en une seule langue, une multitude d'autres ouvrages de diverses langues, jusqu'à ce que, solution finale, chacun écrive directement en anglais?

Je viens de réveiller le spectre de la novlangue, la langue de 1984, de *Big Brother*, mais au rythme où la culture livresque disparaît, où l'objectivité du rapport de laboratoire remplace le style du savant — car les savants avaient un style, Descartes n'écrivait pas comme Pascal —, et où le sensationnalisme des magazines remplace le style des romanciers, qui pourra dans l'avenir prochain se soucier du mal que la novlangue peut faire à l'âme? Le mot âme lui-même aura depuis longtemps été relégué au vocabulaire des sectes. Qui pourra seulement distinguer la novlangue de langues nationales, lesquelles folklorisées, réduites à la convivialité évanescence des non-instruits, ne seront plus que des patois incolores et grossiers, semblables à la novlangue, mais privé de son caractère universel?

La Francophonie étant un ensemble intermédiaire entre la nation et le monde, ne pourrait-elle pas servir d'exemple à l'humanité d'un espace autre que l'anglais, où la science puisse se développer dans la dignité avec ou sans les écrits les plus brillants des amis de Jacques Ruffié? De telle sorte que le génie de la langue des ancêtres puisse encore être vécu et perçu comme un instrument unique et irremplaçable de médiation entre soi et soi, soi-même et autrui, soi-même et le monde, soi-même et Dieu.

Mais qu'est-ce donc que la Francophonie? Après la critique que je viens de faire de la citation, me permettra-t-on de citer un collègue, Marc Chevrier?

La Francophonie possède deux visages bien distincts, quoique inséparables. Le premier, c'est la francophonie linguistique, celle du terrain, rivée à ses contingences géographiques et humaines. Cette francophonie, née en Europe de l'Ouest, puis transplantée en Amérique, en Afrique et en Asie, et essayée en Europe de l'Est, présente peu d'unité, si ce n'est celle d'une langue qui pour les uns, est la langue du foyer et du cœur, et pour les autres, une langue de culture et de communication. L'autre Francophonie, c'est celle que des chefs d'État ont imaginée puis réalisée, comme forum de relations internationales et instrument de rapprochement entre États et entre peuples que beaucoup de choses, *a priori*, divisent. Bref, c'est la Francophonie institutionnelle, qui, en tant que régime de relations internationales, doit son originalité au fait de vouloir fédérer les relations entre États sur la base d'une langue commune.

La Francophonie se distingue donc d'autres régimes, comme du Commonwealth par exemple, qui réunit la Grande-Bretagne et ses anciennes colonies, dont plusieurs encore aujourd'hui portent allégeance au monarque britannique. La Francophonie, elle, fédère des peuples sur la base d'une stricte égalité entre les pays qui y participent et sans coïncider avec les vestiges d'un empire. Cependant, faut-il le rappeler, la Francophonie institutionnelle est née dans un contexte de décolonisation. En fait, elle apparaît à la suite du

processus de redéfinition des rapports entre la France et ses colonies africaines qui, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, s'émancipèrent, par étapes ou par rupture. Je ne ferai pas ici le récit des étapes de cette décolonisation, mais je me contenterai de dire ici que l'institutionnalisation de la Francophonie dans les années 1960 s'est imposée à la France et à ses colonies africaines par la convergence de deux intérêts : pour la France, c'était un moyen de maintenir des liens privilégiés avec ses ex-colonies dans un cadre qui lui permette d'y exercer une influence prépondérante sans se faire accuser de néocolonialisme; pour les pays africains, c'était un moyen de conserver des liens avec une métropole dont ils dépendaient encore beaucoup pour leur développement, mais dans un cadre plus égalitaire et multilatéral. Par bonheur, la Francophonie a su s'élargir au-delà du domaine colonial français. Elle regroupe aussi bien la France et plusieurs de ses anciennes colonies, que des pays développés dont le français est l'une des langues nationales, comme la Belgique, le Canada, et la Suisse et des États qui, par francophilie, veulent participer à un grand forum multilatéral. Je pense ici à la Roumanie et à la Bulgarie?

Est-il nécessaire de rappeler que, en raison d'une certaine image négative qu'on a de la France en Afrique et d'une préférence généralisée dans le monde entier pour l'anglais comme langue seconde, la Francophonie ne semble pas appelée à une croissance comparable, par exemple, à la croissance de la zone d'influence de l'Allemagne et de l'allemand en Europe de l'Est. Les universités francophones pourriont-elles, pourraient-elles seulement retarder un déclin qui, soit dit entre francophones, paraît en ce moment plus probable que la croissance?

Il faudrait d'abord que les universités francophones, au lieu de s'inspirer d'un modèle américain dont la déconstruction se poursuit, trouvent une façon telle de relever les grands défis de l'heure, que tout en renforçant leur propre identité, elles contribuent à accroître le rayonnement de la Francophonie.

Parmi les défis de l'heure, il y a le financement, et par voie de conséquence, l'accessibilité, il y a le sort que l'on doit réserver à la culture livresque et à la mémoire dont elle est la condition, il y a la mondialisation et plus précisément le dialogue entre les diverses langues et cultures de la planète, l'impact des nouvelles techniques de communication et finalement, la redécouverte d'un principe supérieur d'unité.

### Le financement et l'accessibilité

Sur ce point le philosophe français Michel Serres a des vues qui, chose étonnante, se rapprochent de celles de Peter Drucker. Ce que le second souhaite pour des raisons économiques, c'est-à-dire la fin du monopole des universités sur le haut savoir et de mainmise des professeurs permanents sur l'université, le premier le préconise pour des raisons sociales :

La nouveauté, c'est la disparition de la concentration du savoir. Jusqu'ici, toute l'entreprise de formation consistait pour chacun d'entre nous à franchir, non pas une, mais plusieurs distances, entre son lieu de naissance, de départ, et l'endroit où se trouvaient concentrés les éléments du savoir : bibliothèques, universités, laboratoires, muséums d'histoire naturelle. Cette situation date aussi bien de la bibliothèque d'Alexandrie que de l'académie de Platon; ensuite, on trouvera les universités, les écoles... On est à une distance spatiale de cet endroit mais peut-être aussi à une distance sociale si l'on n'est pas né dans la bonne classe, à une distance linguistique si nos parents ne parlaient pas le bon langage, à une distance financière, à une distance pathétique même, lorsqu'on n'ose pas s'approcher. Et la pédagogie de jadis était tout le parcours du combattant pour parvenir aux sources du savoir.

La nouveauté de notre monde est que la personne humaine ne se déplace plus, mais que le savoir lui-même arrive à la personne au moyen de ces réseaux de communication. Et là, quelles que soient les craintes, les probabilités que certains, ou certaines classes,



s'approprient ce trésor sont beaucoup plus faibles. Jusque là, le savoir était concentré, accumulé exactement selon les règles du capitalisme, même s'il n'a jamais été analysé comme tel. Or la France contemporaine réalise, à l'heure d'Internet, la Grande Bibliothèque comme une survivance du monde d'autrefois. Elle concentre le savoir quand les réseaux permettent de consulter n'importe quel livre à n'importe quel coin de la planète<sup>10</sup>...

Même si ces propos de Michel Serres sont un peu légers, il me paraît souhaitable que l'accès aux diplômes universitaires cesse d'avoir pour condition *sine qua non* une inscription coûteuse dans une université et l'obligation de suivre des cours. Si les universités francophones prenaient résolument cette orientation, elles pourraient sans doute par là accroître le rayonnement de la Francophonie.

#### La culture livresque et la mémoire

À ce propos, je dirai seulement qu'il faudrait favoriser la création de maisons de lecture, conformément aux vœux de Ilich et Steiner, en évitant pour ce qui est de la France que les décisions relatives à ces maisons soient prises exclusivement par les très hautes autorités administratives et universitaires parisiennes. Parmi les amis de Jacques Ellul, dans la région de Bordeaux, il y avait un penseur remarquable, Bernard Charbonneau, dont le reste de la France et du monde n'a guère entendu parler, tout simplement parce que les officines parisiennes ne lui semblaient pas être le lieu le plus approprié pour le développement et le rayonnement d'une pensée authentique. Si dans ses Pyrénées, qui lui ont révélé le sens et l'importance de l'écologie et lui ont communiqué une authenticité rappelant celle des meilleurs vins de Bordeaux, cet homme avait pu animer une maison de lecture, je suis persuadé qu'il aurait attiré des étudiants du monde entier. Les admirateurs américains d'Ilich et d'Ellul auraient frappé à sa porte par centaines.

#### Le dialogue entre les diverses langues et cultures

Les Français ont conservé certaines habitudes acquises au cours de leur passé linguistique glorieux et impérial, dont celle de présumer que les querelles idéologiques et politiques parisiennes intéressent le monde entier et celle de n'apprendre les autres langues qu'avec la modération calquée sur celle des maîtres actuels du monde, les Américains et les Anglo-Saxons en général.

Sur ce point ne sont-ce pas les Africains qui devraient servir d'exemples au reste des francophones? J'ignore hélas! les données précises sur cette question, mais je présume que c'est en Afrique que le plurilinguisme désormais nécessaire est le plus répandu. Quant aux Français, ils auraient peut-être quelques leçons à apprendre de leurs voisins suisses et belges ainsi que de leurs cousins du Canada et du Québec.

Le monde ne viendra vers la Francophonie que dans la mesure où la Francophonie ira d'abord vers lui. Une concertation entre les universités francophones pour accroître le nombre et la qualité des études et des enseignements sur les cultures étrangères est une condition essentielle d'un rayonnement accru de la Francophonie.

À l'occasion du débat sur la grande bibliothèque parisienne, on a pu lire dans *Le Monde* un article d'Ingo Kolboom proposant la construction d'une grande bibliothèque franco-allemande, constituée de deux édifices situés de part et d'autre du Rhin, mais réunis par un pont occupé par les autres pays européens.

Des ponts de ce genre, il faudrait en construire partout dans le monde, fussent-ils être aériens dans certains cas. J'entends des voix dans cette salle me dire qu'il en existe déjà un au-dessus de la rivière des Outaouais. Il est incontestable que le bilinguisme canadien, quelles que soient les querelles politiques qu'il réveille ou qu'il suscite, sur Internet en ce moment, ce bilinguisme provoque une émulation qui ne peut que servir les intérêts de la Francophonie.

Parmi les étrangers auxquels nous devons nous adresser pour construire des ponts sur les fleuves imaginaires ou réels, nous pourrions repérer ceux qui sont devenus francophones et leur demander de nous éclairer sur ce que nous pourrions faire pour susciter d'autres adhésions comme la leur.

Je pense ici au célèbre cancérologue américain Lewis Thomas qui a appris le français pour pouvoir jouer pleinement de sa lecture de Montaigne en qui il a reconnu un maître. Pourquoi l'Université d'Otawa qui nous reçoit aujourd'hui ne profiterait-elle pas de ses relations de bon voisinage avec les responsables de la politique canadienne du bilinguisme pour organiser un autre grand colloque qui rassemblerait tous les Lewis Thomas de la planète?

#### **L'impact des nouvelles techniques de communication et d'information**

Nous avons vu précédemment comment, selon Michel Serres, les NTIC, le réseau Internet plus particulièrement, pourrait libérer les étudiants du passage obligé par ces lieux intimidants du capitalisme intellectuel que sont les universités et les grandes bibliothèques.

Que Michel Serres s'illusionne ou non, la numérisation du plus grand nombre possible de livres francophones est désormais un objectif raisonnable. Il ne s'agit plus de savoir s'il faut l'atteindre, mais de préciser le temps qu'exigera l'opération. Sur ce plan, la Francophonie accuse un retard considérable par rapport au monde anglo-saxon. Les universités de langue française ont ici encore un rôle déterminant à jouer. Même si des travaux comme ceux du CNRS en France, de l'AUPELF et ceux conjoints de l'Université Laval et de l'Université de Montréal sur la littérature québécoise sont impressionnants, l'ensemble de tous ces efforts n'est qu'une ébauche de ce qui doit être fait.

Dans les grandes entreprises culturelles comme Internet, les Américains pratiquent depuis longtemps l'art du cadeau rentable. Au moment opportun, ils ont offert gratuitement à Montréal son premier studio

de télévision. Ce don n'est pas étranger au fait que le Canada a adopté la norme américaine de préférence à la norme française. Combien de pays étrangers, des plus petits aux plus grands, auront reçu en cadeau de l'oncle Sam l'équipement et les conseils techniques requis pour accéder à Internet.

C'est le seul domaine où il pourrait être fatal pour les pays francophones de ne pas imiter les Américains. Il est à craindre hélas! que ce soit celui où nous les imitions le moins bien. Jean-Claude Guédon, professeur à l'Université de Montréal, est l'un de ceux qui, à la suite de la rencontre des responsables francophones des autoroutes de l'information à Montréal en juin 1997, a protesté énergiquement contre les sommes dérisoires consacrées par les pays francophones riches au développement d'Internet dans les pays francophones les plus pauvres. Il est hautement souhaitable que Jean-Claude Guédon ait des imitateurs dans toutes les universités francophones des pays les plus riches.

Une fois les pays francophones bien équipés, il leur sera possible de s'attaquer au défi essentiel : celui des contenus. L'une des recommandations retenues à la fin de la rencontre de Montréal portait sur une encyclopédie virtuelle de la Francophonie. Combinée à une grande ouverture à l'ensemble des autres cultures, plutôt qu'à une attitude défensive face au monde anglo-saxon, une telle entreprise pourrait permettre à la Francophonie d'occuper sur Internet une place honorable, supérieure peut-être à son poids démographique. A une condition : que cette entreprise soit menée sous le signe du jugement. Sur Internet, c'est le chaos, un chaos tel que le chercheur non averti peut facilement confondre des documents médiocres avec des documents de qualité. Si les francophones parvenaient à dégager de la masse informe d'informations une anthologie contenant 5 % de documents intéressants, et si dans cette anthologie ils traduisaient en français les documents de tout premier ordre, il pourrait devenir plus intéressant de consulter Internet en français que dans toute autre langue où le même travail n'aurait pas été fait. L'obligation de traduire se confondant avec une obligation de choisir, l'exercice aurait un sens, sans

compter que si les départements de langues étrangères des universités participaient activement à l'aventure, le niveau de connaissances des langues étrangères dans la Francophonie pourrait s'élever de façon significative.

L'encyclopédie de la Francophonie fait partie des recommandations que nous avons faites à *L'Agora* dans le cadre de notre projet de recherche sur les inforoutes subventionné par le Fonds québécois de l'autoroute de l'information. Nous n'en sommes toutefois pas restés au stade des recommandations. Nous avons nous-mêmes mis en chantier une encyclopédie, *L'encyclopédie de L'Agora*, dont nous espérons qu'elle deviendra une pièce significative dans la grande courtoisie de l'encyclopédie de la Francophonie. Le projet est présenté en détails dans un récent numéro de *L'Agora* de même que sur notre site Internet : <agora.qc.ca>. À la même adresse, on peut même suivre les progrès du modèle que nous sommes en train de construire.

Nous avons commencé à confier des mots en adoption à des institutions, des individus et des entreprises. Nous avons aussi commencé à indexer les sites que nous avons nous-mêmes choisis ou qui nous ont été recommandés par nos collaborateurs. La recherche commencée dans les mots de l'encyclopédie pourra se poursuivre dans les sites choisis par *L'Agora*. Individus et institutions pourront utiliser notre base de données pour construire leur encyclopédie personnelle ou institutionnelle. La première école à qui nous avons présenté le projet a non seulement choisi d'y participer, mais elle s'est montrée encore plus intéressée à utiliser notre méthode de sélection et de traitement des documents de même que nos logiciels pour construire sa propre encyclopédie institutionnelle. Nous avons amorcé des pourparlers promoteurs sur ce point avec l'ensemble du réseau des écoles privées du Québec.

### Le principe d'unité

Les Français, les Sénégalais, les Québécois ou les Belges ne sont peut-être pas les mieux placés pour distinguer à l'intérieur de l'univers culturel francophone les courants et les auteurs dont il conviendrait de s'inspirer pour redonner un principe d'unité aux universités. Dans ce cas en particulier, nous aurions intérêt à recueillir l'avis des francophones et des francophiles étrangers. Jacques Ellul est beaucoup plus connu et étudié aux États-Unis qu'en France. Dans le cas de Michel Serres, d'Edgar Morin, c'est l'inverse. J'incline pour ma part à penser que l'histoire donnera raison au jugement des Américains. Et je m'arrête pour réfléchir quand je constate que, dans la revue *Daedalus*, c'est du français Paul Ricœur que l'on s'inspire pour indiquer une voie vers un principe d'unité.

Robert N. Bellah, professeur de sociologie à Berkeley, montre comment l'enseignement universitaire actuel est fondé sur la rationalité, mais une rationalité qui n'a plus rien à voir avec la recherche de la vérité ou d'une réalité ultime. « La connaissance est un outil de manipulation du monde<sup>11</sup>. » Le seul but de l'université, c'est de donner à l'étudiant les moyens concrets et les connaissances suffisantes pour parvenir à cette manipulation.

Tout autre était la conception des grandes sociétés traditionnelles. Dans le confucianisme, par exemple, la relation de l'élève avec son maître était aussi importante que celle de l'enfant avec ses parents. L'enseignement revêtait des formes disciplinaires rigoureuses. Éduquer, c'était transformer un être, lui donner accès à la sagesse. « L'éducation traditionnelle n'était pas une relation entre un sujet fermé et un objet étranger, mais le développement d'une personne transformée par sa relation avec un tout organique qui comprenait la société où elle vivait, le monde de la nature et le cosmos tout entier<sup>12</sup>. »

L'esprit critique qui a commencé à se répandre au xvii<sup>e</sup> siècle a progressivement miné toutes les grandes doctrines sociales et religieuses. Les grands maîtres du doute du xx<sup>e</sup> siècle, Marx, Nietzsche et Freud, ont dénoncé tous les masques sous lesquels se cachait l'*homo*

*religiosus*. Malgré tout, on peut dire qu'un enseignement tenant compte de la formation complète de l'élève a subsisté aux États-Unis jusqu'à tout récemment. Mais l'accès des masses à l'université et la sécularisation des programmes ont rapidement éliminé toute trace de ce type d'éducation.

Ce sécularisme moderne, en faisant disparaître la tyrannie religieuse, a fait naître une tyrannie pire encore, celle du pragmatisme et de ses conséquences : l'homme bureaucrate, technocrate et manipulateur, qui rejette la transcendance et dont la « vision est unilatérale », pour reprendre le mot de Blake.

Ce diagnostic posé, Bellah se réfère à ce que Ricœur appelle la « naïveté seconde » par opposition à la « naïveté première », c'est-à-dire à tout ce qui était perçu comme acquis et qui a été miné par la critique systématique. La « naïveté seconde », ce serait, une fois la part faite à l'esprit critique, le retour conscient aux grands symboles religieux. Et c'est cette naïveté seconde que Bellah désigne comme « une nouvelle conscience religieuse ». « En usant de mots franchement traditionnels, on pourrait définir la naïveté seconde comme l'accomplissement ultime de l'iconoclasme biblique, qui n'accepte aucun ersatz de la Divinité elle-même<sup>13</sup>. »

L'adepte de cette naïveté nie le caractère définitif de toute interprétation religieuse. Mais à la différence des maîtres du doute, il croit que les symboles religieux ont une signification inépuisable, même s'ils sont sujets à tous les changements sociaux, historiques et idéologiques. L'auteur oppose également cette conscience à la contre-culture; elle se déploie à l'intérieur de la culture moderne et non en opposition avec elle.

Bellah croit que cette nouvelle conscience religieuse pourrait trouver un support dans un département de religion et, éventuellement, si fragile soit-elle, contribuer en s'étendant, à faire disparaître le schisme entre le rationalisme désincarné de l'université actuelle et notre être humain tout entier.

Vingt-cinq ans plus tard, dans ses travaux avec le groupe de Prigogine et dans son étonnant roman historique sur Maître Eckart, Jean Bédard tente à son tour de retrouver l'unité perdue par une stimulante réflexion sur l'intellect, défini comme une faculté capable à la fois de connaissance immédiate, au sens traditionnel du terme, et de connaissance médiate, au sens moderne du terme. Jean Bédard justifie ainsi son admiration pour maître Eckhart : « Il défendit la capacité de l'intellect à entretenir avec la réalité un dialogue valide. Dans la clarté de la raison, ce dialogue mène à la science et dans le secret de l'âme il mène à la joie. Ces deux dimensions étaient pour lui indissociables. Le laboratoire et l'oratoire constituaient les deux fenêtres de la conscience. Pourquoi? Parce que Dieu explique dans sa création ce qu'il inspire dans l'âme<sup>14</sup>. »

## NOTES

1. John Henry Newman, *L'idée d'université, définie et expliquée : les discours de 1852*, traduit de l'anglais par Edmond Robillard et Maurice Labelle, Montréal/Paris, Cercle du livre de France/Desclée de Brouwer, 1968, 513 p.
2. Edouard Montpetit, *Propos sur la montagne*, Montréal, L'arbre, 1946, 177 p.
3. George Steiner, *Passions impunies*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat et Louis Evrard, Paris, Gallimard, 1997, 324 p.
4. Ivan Illich, « Hommage à Jacques Ellul », *L'Agora*, 1994 : <<http://agora.qc.ca/textes/ellul.htm>>.
5. George Steiner, *Réelles présences : les arts du sens*, traduit de l'anglais par Michel R. de Pauw, Paris, Gallimard, 1991, 286 p.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*